

Pour une vraie politique agricole !

Force est de constater que les projets de politique agricole se suivent... et se ressemblent. Nous pouvons tout à fait partager le point de vue de l'office fédéral de l'agriculture (OFAG) qui affirme que « la politique agricole 2014-17 n'est pas une révolution ». Une révolution de notre politique agricole donnerait un nouvel élan aux familles paysannes, leur permettrait d'espérer à des jours meilleurs, à être plus nombreux à travailler cette terre, et à vivre correctement de ce noble métier. Las, nous sommes loin du compte.

Nous voilà consultés sur le pavé concernant la politique agricole! Nous avons jusqu'à fin juin pour déposer nos doléances à l'OFAG. Devons-nous passer des heures à lire ces tristes pages et à s'entre-déchirer entre organisations agricoles à savoir qui aura la plus grande part du gâteau? Rappelons tout de même que l'exercice précédent qui concernait PA 2011 a été une vraie farce démocratique. Même lorsque l'écrasante majorité des consultés s'opposait à une proposition, celle-ci était maintenue. Ayant encore, peut-être naïvement, quelque peu confiance qu'il en sera autrement cette fois, nous allons nous soumettre partiellement à cette tâche.

Pas de souveraineté alimentaire au rabais

Dans le communiqué du Conseil fédéral lançant la consultation, la souveraineté alimentaire est présentée comme un des éléments clé de la PA 2014-17. A y regarder de plus près, il n'en est rien! Dans la loi sur l'agriculture, un alinéa serait ajouté à l'article 2 : « *Les mesures de la Confédération se fondent sur le principe de la souveraineté alimentaire pour prendre en compte les besoins des consommateurs en produits suisses diversifiés, durables et de haute qualité* ». C'est résumer le concept de souveraineté alimentaire a bien peu de choses... et pour Uniterre c'est tout simplement inacceptable. D'autant que le reste du projet propose des modifications qui entrent en collision frontale avec le concept de souveraineté alimentaire.

Au risque de se répéter, nous souhaitons rappeler les axes minimaux à respecter lorsque l'on parle de souveraineté alimentaire :

1. La priorité à la production locale pour nourrir la population (accès à la terre, aux crédits, à l'eau, aux semences - sans OGM).
2. Le droit de produire des aliments et le droit des consommateurs de pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer et de connaître l'origine et le mode de production.
3. Le droit de se protéger des importations à bas prix et le devoir de renoncer aux subventions à l'exportation.
4. Le droit à des prix agricoles liés aux coûts de production qui tiennent ainsi compte des réalités socio-économiques locales.
5. La maîtrise de la production pour éviter des excédents structurels.
6. La participation des populations aux choix de politiques agricole et alimentaire.
7. La reconnaissance des droits des paysannes.

Dans le projet actuel, seul le point 2 de la définition de La Via Campesina semble être en partie respecté. Tous les autres points sont ignorés voire même bafoués par l'ensemble du projet PA 2014-17. Voyons plutôt :

- L'accès à la terre tout comme l'accès aux crédits risquent d'être plus complexes en raison des modifications des «unités de mains d'œuvre standards» (UMOS) et aux rehaussement des seuils limites pour être reconnu comme exploitation agricole. La fin de l'échelonnement des paiements directs en fonction de la surface et des animaux, tout comme la fin des limitations en fonction du nombre

d'unités de main d'œuvre standards encouragera la course aux terres et rendra la politique moins légitime aux yeux de nos concitoyens. Il est intéressant de préciser que l'inexistence d'échelonnements et de limites dans la politique agricole commune européenne est l'un des aspects les plus controversés car il provoque de fortes inégalités - 80% des paiements sont concentrés dans les mains de 20% des exploitations. Parmi les heureux gagnants se trouvent la Duchesse d'Albe, le Prince de Monaco ou le Prince Charles...

- Les traités que nous signons au niveau international restreignent chaque année un peu plus l'accès aux semences. Quant au moratoire sur les OGM, il arrive bientôt à échéance et les lobbys puissants et fortunés affutent leurs armes.
- Le droit de se protéger de produits arrivant à trop bas prix est nié. Le Conseil fédéral laisse croire que les engagements commerciaux internationaux que la Suisse a signés sont irrévocables (accords OMC ou accords bilatéraux de libre-échange). C'est faux, les accords commerciaux sont renégociables, ils ne font pas partie du droit impératif international (Droits de l'Homme, de l'Enfant).
- Quant aux prix liés aux coûts de production, le projet évoque une éventuelle hausse du prix du lait de 2 à 5%... (entre 1.2 et 3 cts) alors qu'il faudrait beaucoup plus pour atteindre 1 franc par litre et voir poindre des perspectives d'avenir pour les fermes suisses.
- Rien n'est proposé pour maîtriser la production alors que l'expérience a montré - par exemple dans le marché laitier- que lorsque l'on laisse faire la «main invisible du marché» dans une situation d'oligopole telle que nous la vivons en Suisse, les paysans en sont les premières victimes.
- Il reste à voir si la consultation qui est lancée respectera réellement les avis exprimés par les diverses tendances.
- Les paysannes, une fois encore, demeurent quantité négligeable dans le projet de politique agricole.

Pour Uniterre, il ne s'agit pas d'ajouter simplement le terme de souveraineté alimentaire dans la loi, mais bien d'opérer une véritable réorientation de notre politique agricole. Il faut :

- que les prix aux producteurs soient équitables et permettent aux familles paysannes et aux employé-e-s agricoles d'être rémunérés dignement,
- que l'évolution structurelle de l'agriculture soit synonyme d'augmentation du nombre d'actifs dans le secteur, notamment de jeunes. Une politique gagnante est une politique qui crée de l'emploi !
- traiter de manière équivalente petites, moyennes et grandes exploitations. La taille n'est pas une garantie de réussite ; il faut mettre un terme aux discriminations inhérentes à cette vision de l'esprit et reconnaître les différentes formes d'exploitations.
- faciliter l'accès aux crédits et aux terres pour les projets d'agriculture paysanne.
- subordonner le droit commercial au droit à l'alimentation, aux droits humains et aux considérations environnementales et sociales. Il faut mettre un terme à cette frénésie qui consiste à signer le maximum d'accords de libre-échange.
- mettre en place des conditions cadres permettant de juguler la surproduction dans certains secteurs et rééquilibrer les forces entre les acteurs que sont les paysans, l'industrie et le commerce.
- que la commission de la concurrence agisse face à la concentration du pouvoir entre les mains de Coop et Migros qui s'octroient des marges indécentes.
- stopper les subventions à l'exportation, même celles financées par la branche.

- intégrer sérieusement les citoyen-ne-s dans nos choix de politiques agricole et alimentaire.
- arrêter de « gérer le replis »; il faut « croire en l'avenir », oser réinventer nos politiques.

Si le projet de politique agricole se modifie en ce sens, Uniterre veut bien y apposer le label de « souveraineté alimentaire ». Mais dans le cas contraire, il préfère voir disparaître ce terme du projet.

Valentina Hemmeler Maïga

(ndlr : d'autres articles concernant PA 2014-17 paraîtront dans notre prochaine édition).